

assainissant le ciel africain, la rencontre de Tunis, bien avant Le Caire, se voulait déjà essentiellement opérationnelle pour altérer les pertes d'opportunité souvent engendrées par les lenteurs administratives. Car si l'urgence est à la mise en œuvre de mesures concurrentielles plus attractives, elles ne sauraient être opérantes en l'absence d'une harmonisation des règles concurrentielles, mais aussi du cadre réglementaire et institutionnel. Pour ce faire, l'AFRAA n'a pas hésité de mettre à contribution les différents regroupements sous régionaux devant servir de relais dans l'implémentation des politiques stratégiques conçues d'accord parties. Ce faisant, on ne saurait omettre l'une des plus importantes résolutions de cette rencontre : développer un réseau intra africain de services aériens. Une résolution qui, se fondant sur une plus grande lisibilité des potentiels des marchés nationaux, offre aux compagnies aériennes continentales de plus grandes opportunités par le biais de ce réseau fonctionnant comme une sorte de système intégré d'informations, aussi bien sur les mouvements d'aéronefs que sur le niveau de passage.

Faire bloc pour réussir

C'est en ces termes qu'on pourrait résumer ces assises au sommet. Ce d'autant plus que, prenant du recul devant les piètres performances des compagnies aériennes africaines, aussi bien sur le trafic mondial que continental, le forum du Caire a instruit une autre mesure urgente tenant de l'impératif des compagnies africaines de faire bloc, afin de s'opposer à la coalition occidentale qui, en un savant jeu de dénationalisation de leurs compagnies aériennes, leur ravit la vedette, même sur leur propre terrain de prédilection. Pour cela, il est clair que les compagnies africaines se doivent de s'imposer en des délais courts, une négociation individuelle et collective des Accords Bilatéraux de Services Aériens

(BASA), sous l'égide de l'Union Africaine. Car il s'agit de sortir du joug de l'asservissement qui concède des exclusivités aux compagnies européennes, sans qu'en retour les compagnies aériennes africaines fassent prévaloir le principe de réciprocité dans les aéroports européens. Donnant ainsi une réponse africaine à l'une des déclinaisons de la globalisation, les compagnies aériennes africaines se positionnent de fait en précurseurs d'une dynamique d'ensemble. Disposant ainsi de plus grandes compagnies aériennes de fait, les compagnies africaines se déploieront avec plus de bonheur, aussi bien sous le ciel africain que mondial. Toutefois, ce redéploiement exigeant des investissements préalables pour s'arrimer aux mutations technologiques en aéronautique, le financement dudit secteur aura également été au centre des travaux au sommet de Tunis.

Intimement lié au développement de l'industrie touristique, le transport aérien en Afrique souffre par ailleurs d'un déficit en termes d'investissements. Aussi le forum s'est-il assigné pour mission de combler progressivement ce déficit, en interpellant les partenaires au développement du continent à s'impliquer dans le transport aérien africain en lui réservant une partie de leurs financements pour le développement. Pour ce faire, la CEA et la BAD se verront une fois de plus au-devant de la scène, jouant pour

cela le rôle de facilitateurs, à défaut de celui de conseillers financiers pour les compagnies aériennes africaines. Des investissements devant être dirigés vers des directions précises, notamment la modernisation des flottes africaines et le renforcement des capacités du personnel d'exploitation. Car, à défaut de pouvoir étendre leurs flottes respectives, les compagnies aériennes africaines n'assurent pas l'exploitation optimale de leurs aéronefs qui, par ailleurs, connaissent des maintenances déficitaires. A la satisfaction générale qui a suivi les délibérations relatives à ce forum au sommet, l'engagement de l'Union Africaine, la BAD et la CEA s'est voulu rassurant quant à l'affectation prochaine de plus de ressources financières au développement de la filière transport aérien, à travers notamment la création d'un fonds d'investissement pour le secteur du transport aérien. D'ores et déjà, en prélude à son avènement, la BAD n'a pas hésité d'en financer l'étude de faisabilité. Comme quoi, il ne s'agit pas de lui attribuer quelque dimension temporelle, mais bien évidemment pérenne. Et, évaluant les résolutions de cette rencontre au sommet, nul doute que la prochaine, prévue en Ile Maurice, permettra aux uns et aux autres de mieux voir le ciel africain, avec plus d'ailes du continent y volant.

Richard Dethirre



Photo NOEL/Point Afrique